

1 mars 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Dmitri Medvedev, Président de la Fédération de Russie, sur les relations franco-russes, à Paris le 1er mars 2010.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais dire combien je suis heureux de recevoir pour la première fois à l'Élysée, le Président MEDVEDEV. Je le reçois comme un ami. La France considère la Russie comme un partenaire stratégique. La Russie est un pays ami de la France. J'ai eu l'occasion à de nombreuses reprises de travailler avec le Président MEDVEDEV et je veux dire que je lui fais confiance. Nous avons eu ensemble à régler des crises difficiles, douloureuses et nous l'avons fait. C'est donc un grand ami de la France qui vient ici.

Je voudrais dire un mot de nos discussions. Il y a d'abord, et je parle sous contrôle du Président MEDVEDEV mais il parlera juste après, une très grande identité de vues entre la Russie et la France sur les grands dossiers. Sur l'Iran, le Président MEDVEDEV m'a dit sa disponibilité sur la question des sanctions pour peu que celles-ci ne créent pas de drame humanitaire. Sur le Proche-Orient, où la Russie et la France travailleront ensemble, convaincus que nous sommes que l'immobilisme ne peut conduire qu'à la catastrophe. Sur le G20, dont la France assurera la présidence avec le G8 dès la fin de cette année, nous prendrons avec le Président MEDVEDEV des initiatives pour poser les bases d'un nouveau système monétaire international. Sur le climat, où à Copenhague nous avons travaillé, je crois pouvoir le dire, absolument main dans la main. Sur le Haut-Karabach, où la Russie et la France travailleront ensemble pour pousser l'Arménie et l'Azerbaïdjan à travailler ensemble, à se comprendre. Sur la sécurité européenne, où nous sommes convaincus qu'il faut réfléchir différemment non pas en adversaires mais en partenaires. J'ai même dit au Président MEDVEDEV combien il était important sur des sujets sensibles comme ceux de l'Ossétie, que l'accord que nous avons signé en août 2008 soit strictement appliqué. Le Président MEDVEDEV m'a dit qu'il était tout à fait prêt à ce que précisément nous travaillions, France-Russie, ensemble pour faire avancer la résolution du problème.

Et puis sur le plan bilatéral, les trois accords que nous avons signés sont extrêmement importants. Je précise que la France milite, je parle sous contrôle de Pierre LELLOUCHE et Eric BESSON, pour qu'il n'y ait plus de visa en Union européenne pour la Russie. C'est un engagement que j'avais pris avec le Président MEDVEDEV. Les engagements, il faut les prendre publiquement, et pas les prendre en privé, mais publiquement. C'est la position de la France, nous voulons aller vers un espace commun avec la Russie.

S'agissant des accords entre ALSTOM et son correspondant, ils sont extrêmement prometteurs. De la même façon qu'entre GAZPROM et GDF-SUEZ, dont je salue les dirigeants, ici. Nous avons décidé, s'agissant du BPC Mistral, que la France et la Russie entreraient à partir d'aujourd'hui en négociation exclusive sur quatre BPC Mistral, dont le premier serait construit à Saint-Nazaire, ce qui ne veut pas dire que les autres non, mais comme nous sommes en discussion entre nous.

Vous voyez c'est un dialogue extrêmement franc, extrêmement facile. Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord absolument sur tout. On peut avoir des points de désaccord mais il est très facile de discuter avec le Président MEDVEDEV. Et c'est l'intérêt de l'Europe que nous ne retombions pas dans cette période si difficile que fut la Guerre froide. C'est très important. Je

dois dire que nous devons soutenir les efforts de modernisation de la Fédération de Russie engagés par le Président MEDVEDEV.

Voilà. Peut-être nous répondrons aux questions et vous comprendrez que je dise au Président MEDVEDEV combien nous serons heureux de le recevoir pour le dîner d'Etat avec Carla, lui et son épouse, demain soir.

M. DMITRI MEDVEDEV - Mesdames et Messieurs, les représentants des médias, je veux dire quelques mots mais avant tout, je voudrais exprimer mes condoléances, je l'ai déjà dit au Président, cela concerne les victimes de la tempête Xynthia. Vous avez toute notre sympathie et si besoin, nous sommes prêts à vous apporter notre assistance pour faire face aux conséquences de cette catastrophe naturelle.

Mais en ce qui concerne nos entretiens d'aujourd'hui, le Président SARKOZY vient de dire quelles sont les relations entre la France et la Russie. Il a dit en toute franchise, comme sait le faire mon ami le Président SARKOZY. Effectivement, nous avons des relations stratégiques. Nous avons des relations d'amis, de partenaires, non pas parce que nous le voulons, mais parce que cela reflète notre vision de l'Europe et cela concerne nos intérêts, les intérêts de nos deux pays. La France est un partenaire de longue date de notre pays. Nous avons des relations qui durent depuis des siècles et, naturellement, les problèmes qui existaient durant le XXe siècle, ils n'existent plus. Nous n'avons plus de différence idéologique. Naturellement, nous ne sommes pas toujours d'accord les uns avec les autres, mais nous n'avons plus de barrière idéologique. Nous avons un but commun, créer un monde moderne, tranquille où règnent les droits de l'Homme et la primauté du droit.

Pour nous, c'était très facile de se parler. Nous avons discuté de toute une série de problèmes. Nous avons encore un sujet, c'est la visite d'Etat du Président de la Fédération de Russie. Je voudrais remercier la partie française en mon nom personnel et au nom de toute la délégation. Ce n'est pas par hasard que nous célébrons l'année de la Russie en France et de l'année de la France en Russie. Durant toute cette année, nous allons parler des questions d'échanges humains, des grands projets culturels. Demain, nous allons ouvrir au Louvre l'exposition « Sainte-Russie ». C'est naturellement un événement de grande ampleur qui reflète la profondeur de notre relation historique. Il va y avoir plus de 400 manifestations et expositions.

Nous avons discuté de nombreuses questions, mon collègue les a énumérées. On a évoqué les problèmes régionaux. On a parlé de ce qu'on a fait l'année dernière. M. le Président a parlé de Copenhague. Effectivement, c'est le sujet qui n'a pas très bien tourné parce qu'à Copenhague, c'était un véritable fiasco. Cela ne signifie pas que nous n'allons pas continuer, nous allons réunir nos efforts pour enlever les problèmes concernant la situation climatique qui touche tout le monde.

On vient de signer trois accords. En vérité, il y a beaucoup plus d'accords. Une partie des accords a été signée dans d'autres lieux mais cela signifie que nous avons des liens économiques profonds. L'année dernière le volume a quelque peu diminué parce que la crise nous a tous touchés. Mais à vrai dire, la profondeur des relations n'a pas changé. J'ai dit concernant les investissements, la République française est maintenant devant les Etats-Unis. Cela signifie que nous sommes sur une bonne voie, nous développons de gros projets qui sont des indicateurs de la croissance économique. Cela ne signifie pas que nous devons ignorer les PME. Nous avons discuté comment coopérer sur la scène internationale. C'est un grand sujet. Je suis absolument d'accord qu'entre nos deux pays, il faut qu'il y ait des relations stratégiques, de partenariat. Nous avons toujours devant nous la question de la sécurité européenne. Vous savez que la Russie a présenté une initiative et nous sommes d'accord pour continuer la discussion de ce sujet dans d'autres formats.

Je suis reconnaissant au Président SARKOZY en ce qui concerne l'espace humanitaire, les visas. Nous croyons qu'entre les partenaires, l'Union européenne, la France, la Russie, de bonnes relations sont impensables sans l'échange libre des gens, des marchandises, etc. Le climat de confiance est très important. Le Président SARKOZY a dit qu'il a confiance en moi et c'est très important. Cela concerne non seulement l'économie, mais cela concerne aussi la question du

Mistral par exemple. C'est une des questions qui a un large coût et il y a eu différentes réactions sur ce symbole de confiance entre nos deux pays. D'autre part, c'est la possibilité pour notre pays de recevoir les choses dont nous manquons et que nous voudrions créer en coopération avec d'autres pays. Nous sommes déjà en état de négociations exclusives et j'espère que ces négociations vont être couronnées de succès.

Nous avons discuté du Proche-Orient. Nous avons parlé du Caucase. Nous avons discuté de l'Europe et nous avons parlé de notre compassion et de notre position au G20. Naturellement, nous sommes tous les deux préoccupés par une nouvelle architecture financière mondiale. Non seulement, elle n'est pas parfaite mais nous n'avons presque pas progressé. La crise est devenue un peu plus faible mais c'est de nous que dépend l'apparition des contours d'une nouvelle architecture financière. Mais nous n'avons pas progressé et les accords de Bretton Woods, malgré leur importance, ne reflètent plus la situation actuelle. Nous sommes d'accord pour continuer à progresser dans cette voie et peut-être prendre l'initiative.

Je ne veux pas énumérer tout ce dont on a discuté, je ne veux pas évoquer quelques questions pour garder un certain suspense.

QUESTION - La question aux deux présidents. Monsieur le Président SARKOZY indique en ce qui concerne la sécurité européenne, que la Russie et la France doivent être partenaires. En quoi peut consister le partenariat et quelle est la position de la France en ce qui concerne les propositions russes et le traité ? La deuxième question concerne le régime sans visa. M.

SARKOZY vous avait dit que vous allez contrôler le processus et attendre la fin de ce processus.

M. DMITRI MEDVEDEV - Je ne veux pas parler des visas, vous le comprenez, ce n'est pas notre question. Nous sommes prêts à travailler. En ce qui concerne les questions de la sécurité en Europe, cela a une importance cruciale. Nous avons discuté sur ce qui s'est passé en août 2008 et j'ai dit : « Nicolas, regarde bien cette période », ces questions ont été résolues non pas avec l'utilisation des procédures globales, non pas au sein des relations entre l'OTAN et de la Fédération de Russie, mais avec l'utilisation du potentiel de l'Union européenne et une participation personnelle du Président français qui a fait preuve du courage et de volonté malgré l'électricité de l'atmosphère. Il est venu, il a aidé à résoudre cette question vraiment épineuse.

Cela montre que nous devons essayer de résoudre nous-mêmes les questions européennes.

Comment le faire dans le cadre des procédures actuelles ? Les procédures actuelles ne sont pas suffisantes pour moi. L'acte d'Helsinki conclu en 1975, c'est un bon fondement pour la discussion mais cela ne suffit pas. Il y a de nouveaux enjeux en Europe. Il faut créer de nouveaux cadres pour discuter des questions de sécurité.

Nous avons assez longuement discuté de ce sujet avec le Président SARKOZY. Nous sommes au début du chemin, la proposition de la Fédération de Russie ce n'est pas un dogme. Nous pouvons travailler sur cette base. Simplement, nous attendons des réponses adéquates aux questions de sécurité européenne. Ces questions existent, par exemple regardez les problèmes suscités par la dissolution de la Yougoslavie et la situation du Caucase. Nous sommes prêts à travailler avec la France et les partenaires.

LE PRESIDENT - Sur le régime sans visas, la France s'emploiera à convaincre ses partenaires de l'obtenir pour la Russie. Naturellement, nous demanderons la réciprocité. S'il n'y a pas de visa dans un sens, il ne doit pas y avoir de visa dans l'autre. C'est une position très claire, officielle de la France pour convaincre ses partenaires.

Deuxièmement, j'ai été l'un des premiers à considérer les propositions faites à Evian, il y a un an et demi, par le Président MEDVEDEV sur une nouvelle architecture de sécurité. Alors où est-ce qu'on en est et qu'est-ce qu'on peut faire ? La France est revenue dans le commandement intégré de l'OTAN, la France est l'alliée des Etats-Unis, mais j'ai dit au Président MEDVEDEV que la Russie n'avait rien à craindre de l'OTAN. Nous serons fidèles à notre alliance. Pour autant, est-ce qu'on n'a pas à réfléchir à ce que doit être l'architecture de sécurité du continent européen et de la Russie ? Est-ce que nous n'avons pas des menaces communes ? Je pense par exemple au terrorisme. Est-ce que ce n'est pas de notre intérêt de réfléchir à comment, dans une période où malheureusement tous nos budgets sont en déficit, avec tous les problèmes qu'ont nos

finances publiques, qu'au lieu de travailler les uns contre les autres, on travaille ensemble ? Est-ce que ce n'est pas cela que l'on attend de nous ? Et si on ne fait pas cela, pourquoi on est sorti de la Guerre froide ?

Nous ne sommes plus dans la Guerre froide. Je veux dire ma conviction que la Russie n'est pas l'adversaire, que la Russie est le partenaire. Alors je sais bien qu'il y a une histoire, l'histoire du continent. Et puis je sais bien qu'il faut faire évoluer les idées du côté européen. Certains sont plus ou moins enthousiastes. Il faut les faire évoluer aussi du côté russe, certains sont plus ou moins enthousiastes. Mais à l'arrivée, si nous les présidents, on ne pousse pas vers l'alliance, la compréhension, le respect mutuel, alors à quoi sert-on ? Il y a beaucoup de choses pour lesquelles on peut travailler ensemble dans le respect de nos alliances réciproques.

Et d'ailleurs, cela m'amène à dire un mot du BPC Mistral. C'est un navire de commandement, porte-hélicoptère que nous fabriquerons pour les Russes sans équipement militaire £ mais j'aimerais qu'on m'indique comment on peut dire aux dirigeants russes : « on a besoin de vous pour faire la paix, on a besoin de vous pour résoudre un certain nombre de crises dans le monde, notamment la crise iranienne qui est une crise très importante, mais on ne vous fait pas confiance, on ne travaille pas avec vous sur le Mistral, sur le BPC » ? Quelle est la cohérence d'un tel choix ? Est-ce qu'on peut dire le matin au Président MEDVEDEV : « je vous fais confiance, votez avec nous au Conseil de sécurité, élaborons ensemble la même résolution », puis l'après-midi lui dire : « non, non, excusez-nous, comme on ne vous fait pas confiance, on ne travaille pas ensemble et le BPC, on ne vous le livre pas ». Quelle est la cohérence d'une telle position ? Nous voulons tourner la page de la Guerre froide.

Vous savez, j'ai entendu beaucoup de gens écrire et parler sur les discussions que nous avons eues, le Président MEDVEDEV et moi, durant la crise d'août 2008. Moi, je ne me suis pas exprimé en détail sur le sujet. Je pense qu'il a bien servi les intérêts de la Russie en demandant à l'armée russe de s'arrêter. Et je pense que la France a défendu les intérêts de l'Europe et l'indépendance de la Géorgie en faisant ce que nous avons fait. On l'a fait sans utiliser nos armées, on l'a fait sans menace, on l'a fait par la diplomatie, par le dialogue. Cela n'a pas été simple, pas du tout, mais on a appris à se connaître et à avancer. Parce que derrière, dans notre continent, il y a toute l'histoire, elle pèse lourd. Il est venu le temps de tourner la page. Et je crois pouvoir dire, sous le contrôle du Président MEDVEDEV, que sur cette réflexion sur la sécurité du continent, nous souhaitons y associer Mme MERKEL et l'Allemagne. Le Président MEDVEDEV m'a indiqué quelles sont les conversations qu'il a eues avec Angela MERKEL et nous prendrons des initiatives très certainement ensemble sur ce sujet.

QUESTION - Concernant l'Iran, Monsieur le Président MEDVEDEV, est-ce que vous êtes favorable à un renforcement des sanctions économiques contre l'Iran ? C'est-à-dire est-ce que vous êtes prêt à voter une résolution au Conseil de sécurité sur des sanctions plus sévères contre l'Iran ? Monsieur le Président SARKOZY, est-ce que vous êtes sur la même ligne que Monsieur MEDVEDEV ? Est-ce que vous partagez la même position après cette discussion aujourd'hui ? Et si je peux me permettre, juste une question sur le Proche-Orient, je sais que Moscou a proposé la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient il y a plusieurs mois, vous dénoncez l'immobilisme concernant la situation aujourd'hui au Proche-Orient. Il y a aussi des initiatives que la France peut-être annonçait. Où en est-on ? Est-ce que la France et la Russie vont présenter une initiative commune sur le Proche-Orient ?

M. DMITRI MEDVEDEV - D'abord sur l'Iran, c'est un sujet difficile. Actuellement, à chacun de mes entretiens avec mes collègues européens et américains nous parlons de l'Iran.

Malheureusement nous n'avons pas progressé, la situation s'est dégradée. Malheureusement, tout ce que nous avons essayé de dire aux dirigeants iraniens, de suivre le programme pacifique sous le contrôle de la communauté internationale n'a pas donné de résultats. Mais nous sommes optimistes, nous croyons que tout n'est pas perdu, qu'on peut y arriver à la fin. Mais si on ne réussit pas, la Russie est prête - avec ses partenaires, je l'ai déjà dit -, d'adapter des sanctions. Ces sanctions doivent être bien pesées et elles doivent être des sanctions intelligentes. Elles ne doivent pas être tournées contre la population civile, ces sanctions devraient être un dernier recours quand le dialogue n'est plus possible. Voilà pourquoi on discute de diverses initiatives.

recevoir quand le dialogue n'est plus possible. Cela peut-être en matière de services industriels. Nous sommes prêts à continuer la discussion sur cette question avec nos partenaires même si nous préférons éviter des sanctions.

Maintenant, en ce qui concerne le Proche-Orient, effectivement nous avons parlé de ce sujet aujourd'hui, les derniers temps beaucoup de choses se sont passées, beaucoup de développements, mais la situation n'a pas beaucoup changé. Vous avez dit que l'initiative a quelques mois, elle a quelques années ! Nous avons parlé de cette conférence que nous pourrions la tenir à Moscou. Il y a d'autres propositions qui ont été faites par mon collègue, y compris sur l'utilisation d'autres mécanismes. Les deux derniers mois, nous avons eu toute une série d'entretiens avec nos partenaires sur cette question, avec Mahmoud ABBAS et le Premier ministre israélien Benyamin NETANYAOU était à Moscou et il n'y a pas longtemps, j'ai rencontré le Président libanais et très prochainement je vais parler de ce sujet avec le Roi de Jordanie. Mais le problème est que malheureusement, les parties ne s'entendent pas bien les unes avec les autres. Cela s'est même détérioré. On ne parle pas de relancer les négociations directes mais au moins avec l'aide de médiateurs. Mais il faut concentrer nos efforts. Nous sommes en pleine coopération avec le président français et nous discutons de ce sujet régulièrement. J'espère que très prochainement nous réussirons à changer la situation.

LE PRESIDENT - Sur le Proche-Orient, complémentarité dans nos initiatives. Sur l'Iran, le Président MEDEVEV parle de sanctions intelligentes, je dirais intelligentes et efficaces. Nos positions sont extrêmement proches et c'est extrêmement important.

QUESTION - En développant le sujet iranien très activement dans le monde, on travaille sur le sujet de la non-prolifération. La Russie, vous connaissez, a des négociations avec les Etats-Unis et a beaucoup progressé en ce qui concerne le nouveau traité sur les armes stratégiques. Comment vous appréciez ce travail ? Quelles sont les perspectives de ce traité ? Comment la France, pays européen, pourrait contribuer à ce travail sur la non-prolifération. Est-ce que vous en avez discuté ?

QUESTION - Deux précisions d'abord. La première en ce qui concerne le BPC, Monsieur le Président SARKOZY, vous avez parlé d'un premier exemplaire construit à Saint-Nazaire, est-ce que cela veut dire que les autres exemplaires pourraient être construits en Russie ? Monsieur le Président MEDVEDEV, est-ce que l'accord de réadmission signé aujourd'hui prévoit le renvoi des Tchétchènes qui sont venus en France en Tchétchénie. Pour compléter la question de mon collègue russe, est-ce que la France est favorable à l'option zéro arme nucléaire défendue aujourd'hui par le Président OBAMA et qui fait l'objet de discussions avec le Président MEDVEDEV ?

LE PRESIDENT - D'abord la France se réjouit des discussions entre le Président OBAMA et le Président MEDVEDEV. Elles vont dans le bon sens et c'est extrêmement positif. S'agissant de la France, elle avait montré le chemin en termes de réduction des arsenaux nucléaires. Je dis simplement une chose, comme je l'ai dit au Président OBAMA, nous attendrons pour descendre en-dessous de notre niveau d'armes nucléaires que les Etats-Unis et la Russie soient arrivés au même niveau que nous. On les aime tellement qu'on avancera quand ils seront à notre niveau, c'est-à-dire à quelques centaines pour ne pas être trop précis. Nous montrerons le chemin après pour l'étape suivante. Mais tous les deux sont à quelques milliers. J'ai plaisir à vous le dire, si vous ne le saviez pas. Le chemin est important. En charge de la sécurité des Français, je n'abandonnerai pas la dissuasion française sans être certain que cela ne se passe pas partout. Je pense que tout dirigeant responsable doit réagir de cette façon. Je participerai aussi à New York au rendez-vous fixé par le Président OBAMA à la grande conférence sur la réduction des arsenaux nucléaires, ô combien nécessaires par ailleurs.

J'ai indiqué que le premier exemplaire serait fabriqué à Saint-Nazaire. Il est bien évident que nous sommes en négociation exclusive sur quatre. Donc un bon accord pour quelqu'un qui est très spécialiste des mathématiques devrait trouver à peu près l'équilibre entre ceux qui seraient fabriqués là-bas et ceux qui seraient fabriqués ici. Deux et deux seraient, par exemple, un accord assez raisonnable.

M. DMITRI MEDVEDEV - Je vous remercie. Maintenant je sais quand il faudra demander à la

France de rejoindre nos négociations avec les Américains. Peut-être que ce sera dans la période où nous nous mettrons d'accord concernant la limite minimum du potentiel nucléaire. Mais c'est déjà bien que nos partenaires français soient prêts à participer à l'option zéro. C'est une belle idée. Mais comme vous le comprenez, l'idée de l'option zéro peut être acquise seulement avec le travail de tous les Etats nucléaires. Nous devons être sûrs que l'équilibre nucléaire ne dépendra pas des passagers clandestins. En ce qui concerne l'Etat des négociations avec les Etats-Unis, la situation est assez bonne. Nous sommes proches d'un accord sur presque toutes les questions. Ce n'est pas un sujet facile. Nous progressons très vite si on compare avec les négociations de compétition entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Autrefois, cela traînait des années.

Maintenant, nous parlons déjà de nuances de texte. Nous avons mis moins d'un an. J'espère que nous allons terminer ce travail très bientôt. Le sommet sur la non-prolifération va avoir lieu aux Etats-Unis et j'espère qu'il va apporter du nouveau dans ce processus.

La petite sous-question que vous avez posée sur la réadmission, c'est un document standard, normal pour la Russie et la France. Cela concerne les procédures de réadmission mais il ne concerne pas un groupe ethnique ou certaines personnes. La question des conditions égales pour expulser les personnes qui se trouvent sur notre territoire sans raison nécessaire. Mais c'est très important. Dans le cadre de ce qu'a dit Nicolas en ce qui concerne les voyages sans visa entre la Russie et l'Union européenne et la France surtout.

LE PRESIDENT - Merci.